



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

M2551I0038

**Mission de MOE relative aux travaux de rénovation
du quai de la Hutte à Losne**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction Territoriale Rhône-Saône
2 rue de la quarantaine
69321 LYON CEDEX 05

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 – Conflit d’intérêt.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Intervenants	5
3.1 - Conduite d'opération.....	5
3.2 - Contrôle technique.....	5
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
3.4 - Modalités de collaboration du maître d’œuvre avec les autres intervenants.....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4.1 - Confidentialité	5
4.2 – Sécurité	5
5 - Protection des données à caractère personnel.....	5
6 - Missions.....	6
7 - Durée et délais d'exécution	6
7.1 - Durée du contrat	6
8 - Prix.....	7
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
8.2 - Forfait de rémunération	7
8.3 - Modalités de variation des prix	7
9 - Avance.....	8
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
10 - Modalités de règlement des comptes.....	8
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
10.2 - Pourcentage de rémunération par élément.....	9
10.3 - Présentation des demandes de paiement.....	9
10.4 - Délai global de paiement	10
10.5 - Paiement des cotraitants	10
10.6 - Paiement des sous-traitants.....	10
11 - Engagement du maître d'œuvre	11
11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux	11
11.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux	12
12 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
12.1 - Présentation des livrables	13
12.2 - Organisation des réunions de chantier.....	14
12.3 - Émission des ordres de services	15
12.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs.....	15
12.5 - Instruction des mémoires en réclamation	15
12.6 - Arrêt de l'exécution des prestations	16
12.7 - Achèvement de la mission.....	16
13 - Développement durable	16
13.1 – Clause d’insertion par l’activité économique	16
13.2 – Clause environnementale	19
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	19
14.1 – Régime des connaissances antérieures.....	19
14.2 – Utilisation des résultats	20

15 - Pénalités.....	20
15.1 - Pénalités de retard.....	20
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	21
15.3 - Autres pénalités spécifiques	22
16 - Assurances	22
17 – Clause de réexamen du contrat	22
18 - Résiliation du contrat.....	23
18.1 - Conditions de résiliation.....	23
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	23
19 - Règlement des litiges et langues.....	24
20 – Titulaire étranger.....	24
21 - Clauses techniques particulières	25
21.1 – DIA : études de diagnostic	25
21.2 – AVP : études d’avant-projet.....	26
21.3 – PRO : études de projet	27
21.4 – EDR : élaboration de dossiers réglementaires	29
21.5 – ACT : assistance apportée au maître de l’ouvrage pour la passation des contrats de travaux	29
21.6 – VISA : conformité et visa d’exécution au projet	31
21.7 – DET : direction de l’exécution des contrats de travaux	32
21.8 – AOR : assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement	33
22 - Dérogations.....	36

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent la mission de maîtrise d'œuvre (MOE) relative aux travaux de rénovation du quai de la Hutte à Losne.

La mission comportera les éléments de mission suivants :

- DIA : Études de diagnostics
- AVP : Études d'avant-projet
- PRO : Études de projet
- EDR : Élaboration de dossiers réglementaires
- ACT : Assistance dans la passation des contrats de travaux
- VISA : Conformité au visa d'exécution au projet
- DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux
- AOR : Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Lieu d'exécution :

Quai de la Hutte

21170 Losne

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur décide de ne pas allouer le marché compte tenu de l'homogénéité géographique et technique de la prestation.

1.3 – Conflit d'intérêt

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- Le cahier des clauses particulières (CCP) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise. Il comprendra le mémoire technique remis dans l'offre du candidat, ainsi que toutes les pièces ajoutées durant la phase d'analyse à la demande du pouvoir adjudicateur dans le cadre de demande de compléments ou régularisation
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo études) :
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-MOE, la notification du marché comprendra à minima l'Acte d'Engagement, les autres pièces constitutives du marché listées ci-dessus qui ne seraient pas incluses dans la notification demeurent des pièces contractuelles du marché.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.4 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

4.1 - Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

4.2 – Sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément article 5.3 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG-MOE, Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Mission(s)	Désignation
DIA	Études de diagnostic
AVP	Avant-projet
PRO	Études de projet
EDR	Élaboration de dossiers réglementaires
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Le contenu de chacune des missions est détaillé à l'article 21 - Clauses techniques particulières du présent CCP.

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 36 mois.

La mission du titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- L'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- L'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;
- Ou lorsque le pouvoir adjudicateur décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le pouvoir adjudicateur, sur demande du titulaire.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Aucune revendication liée à une éventuelle méconnaissance des conditions d'exécution du marché ne pourra être opposée à l'établissement lors de l'exécution des prestations. Il est de surcroît établi que tous les éléments visibles ou identifiables avant démarrage de l'exécution des prestations sont réputés connus de l'entreprise et ne pourront motiver une remise en cause des prix après passation du marché.

8.2 - Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération t fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission AVP.

Le forfait définitif de rémunération est fixé dans les conditions suivantes :

A programme et mission constants, le montant définitif de la rémunération (F_d) est établi comme suit :

- si C est compris à + ou - 10% de C_0 , alors $F_d = F_p$
- si C est au-delà de ces limites, le forfait définitif (F_d) sera négocié avec le titulaire à partir d'une proposition faite sur la base des critères d'étendue et de complexité du programme. Toute augmentation de prix liée à l'évolution du cours des matières premières ne pourra pas être considérée dans une demande de rémunération complémentaire.

Avec C_0 = part de l'enveloppe prévisionnelle HT du maître d'ouvrage affectée aux travaux et C = coût prévisionnel des travaux HT arrêté à la mission AVP.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'oeuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'oeuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

8.3 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 07/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-3) / ING (0))$$

Selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index ($n-3$ mois) : valeur de l'index de référence au mois n diminué de 3 mois
- Index (0) : valeur de l'index de référence au mois zéro, soit le mois de juillet 2025.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Maîtrise d'œuvre.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 20,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 20,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Cette récupération pourra être réalisée sur un seul paiement si son montant le permet, ou par défaut sur le nombre de paiements nécessaires au remboursement total de l'avance.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-MOE, les paiements pourront s'effectuer soit :

- au vu de la décision de validation de mission établie par le pouvoir adjudicateur pour les éléments de mission "DIA", "PRO" et "ACT" nécessitant une validation du maître de l'ouvrage.
- au vu du constat d'avancement établi par la personne ayant réellement constaté l'avancement de la mission pour tous les autres éléments de mission, en fonction de l'échéancier ci-après.

Selon l'élément de mission concerné, ces 2 documents permettront l'établissement du service fait, et permettront d'éditer l'état d'acompte correspondant, sur la base du projet de décompte fourni par le titulaire du marché.

Le paiement final s'effectuera

- sur présentation de la facture finale du titulaire
- après signature de la décision de validation de la totalité de la mission par le pouvoir adjudicateur

Ces 2 documents permettront l'établissement du DGD, dans les conditions prévues à l'article 11.8 du CCAG-MOE

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-MOE, aucune acceptation tacite du DGD ne pourra être prononcée

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
DIA	À la remise du rapport DIA intermédiaire	40.0
	À la remise du rapport DIA Synthèse	40.0
	À la décision de validation de la mission DIA	20.0
AVP	À la remise des études avant-projet	80.0
	À l'approbation de l'élément de mission AVP	20.0
PRO	À la remise des études de projet	80.0
	À l'approbation de l'élément de mission PRO	20.0
EDR	A la confirmation de la réception du formulaire cas par cas complet et sans observation par l'Autorité Environnementale (AE)	40.0
	À la remise du dossier loi sur l'eau	40.0
	À l'approbation de l'élément de mission EDR	20.0
ACT	À l'approbation du DCE du maître d'ouvrage	50.0
	À l'approbation du RAO	50.0
VISA	À l'émission du dernier VISA durant la période de préparation	50.0
	À l'émission du dernier visa durant la période d'exécution	50.0
DET	À l'avancement des travaux jusqu'à hauteur de 80% de réalisation	80.0
	Après la remise des DGD	20.0
AOR	À la tenue des OPR	60.0
	Après la levée des réserves	20.0
	A la remise du DOE	15.0
	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	5.0

10.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

10.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100075
- Code service : 00051
- Numéro d'engagement juridique (EJ) : Chaque facture devra faire référence au numéro d'EJ lié au marché. Le numéro d'EJ sera communiqué lors de la notification du marché.

10.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

10.6 - Paiement des sous-traitants

Le titulaire du marché adresse au choix :

- La facture établie par le sous-traitant sur laquelle le titulaire ou le co-traitant ayant contracté le contrat de sous-traitance appose la formule « bon pour paiement », son cachet et sa signature
- Une attestation de paiement indiquant que le maître de l'ouvrage peut bien verser au sous-traitant la somme de « xxxx ». Cette attestation doit impérativement être signée du titulaire du marché ou du co-traitant ayant contracté le contrat de sous-traitance. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Engagement du maître d'œuvre

11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Définition du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement :

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission AVP sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Le calcul de ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 10,00 %

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux selon la formule suivante :

Coût de référence des travaux = coût cumulé des marchés de travaux x coefficient de réajustement

Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global de l'offre ou des offres considérée(s) comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le coefficient de réajustement correspond au rapport entre l'index TP01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, et l'index TP01 du mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 21 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

11.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,00 %
Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 3,00 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15,00 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

Quai de la Hutte
21170 Losne

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-MOE, le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

12.1 - Présentation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai	Point de départ	Nombre d'exemplaires
DIA Intermédiaire	DIA Intermédiaire	30 jours	OS prescrivant le démarrage de la mission DIA	1
DIA Synthèse	Rapport de synthèse	45 jours	- si réalisation d'investigations complémentaires : à partir de la transmission par VNF des derniers résultats des investigations complémentaires, - si pas d'investigation complémentaire : à compter de l'approbation du rapport DIA intermédiaire	1
AVP	Avant-projet	60 jours	OS prescrivant le démarrage de la mission AVP	1
PRO	Études de projet	30 jours	OS prescrivant le démarrage de la mission PRO	1
"cas par cas"	Formulaire "cas par cas"	15 jours	OS prescrivant le démarrage de la mission EDR	1
LSE	Dossier "Loi Sur l'Eau"	15 jours	Date de transmission de l'avis de l'Autorité Environnementale	1
DCE	Dossier de consultation des entreprises	30 jours	OS prescrivant le démarrage de la mission ACT	1
Questions	Traitement des questions reçues pendant la consultation	6 jours	Date de transmission de la question	1
RAO	Rapport d'analyse des offres	30 jours	Date de mise à disposition des offres reçues	1
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	7 jours	Date de transmission du document d'exécution	1
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	15 jours	Date de réception du dernier lot des marchés de travaux	1

Le détail du contenu de chacun des livrables est détaillé à l'article 21 du présent CCP.

Les livrables seront transmis sous format numérique PDF et modifiable (.docx, .xlsx, .dwg,...)

Par dérogation à l'article 15.1.4 du CCAG-MOE, les points de départ des éléments de mission sont indiqués dans le tableau ci-dessus.

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de réception
DIA	DIA Intermédiaire	15 jours
DIA Synthèse	Rapport de synthèse	30 jours
AVP	Avant-projet	30 jours
PRO	Études de projet	30 jours
"cas par cas"	Formulaire "cas par cas"	15 jours
LSE	Dossier "Loi Sur l'Eau"	15 jours
DCE	Dossier de consultation des entreprises	30 jours
Questions	Questions	2 jours
RAO	Rapport d'analyse des offres	30 jours
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	7 jours
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	30 jours

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

L'admission de chaque élément sera réalisée, conformément aux stipulations de l'article 10.1 du présent CCP, soit par l'établissement d'un constat d'avancement, soit par l'établissement d'une décision d'admission.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, aucune réfaction, aucun rejet ni aucune admission ne pourra tacitement être acceptée.

L'admission d'un élément de mission ne vaut pas ordre de commencer l'élément de mission suivant.

12.2 - Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Fréquence des réunions : hebdomadaire

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Quel que soit le format et la fréquence des réunions, le titulaire est réputé avoir intégré tous les frais inhérents à l'organisation et la tenue de ces réunions dans la DPGF du marché.

Il ne pourra prétendre à aucune autre rémunération à ce titre.

12.3 - Émission des ordres de services

Émission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la validation du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, la carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 200,00 €.

Cependant, en l'absence de contreseing ou de validation écrite préalable du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ne peut jamais notifier des ordres de service relatifs :

- notification de la date de commencement des travaux
- notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus
- Prolongation des délais d'exécution

12.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et transmis par mail au maître d'œuvre et au maître de l'ouvrage.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Après validation du décompte mensuel par le maître de l'ouvrage, le titulaire du marché de travaux procède au dépôt de ce décompte sur le portail public de facturation.

Le maître de l'ouvrage établit l'état d'acompte relatif à ce projet de décompte validé, et procède à la mise en paiement.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 5 jours à compter de sa mise à disposition par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et transmis par mail au maître d'œuvre et au maître de l'ouvrage.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final.

Après validation du décompte final par le maître de l'ouvrage, le titulaire du marché de travaux procède au dépôt de ce décompte sur le portail public de facturation.

Le maître de l'ouvrage établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et procède à sa mise en paiement.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

Par dérogation à l'article 11.8.5 du CCAG-MOE, aucune acception tacite du DGD ne pourra être prononcée.

12.5 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

12.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-MOE, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCP.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

12.7 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce l'admission à l'achèvement de la mission, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE. Cette décision constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

13 - Développement durable

13.1 – Clause d'insertion par l'activité économique

VNF dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise qui se verra attribuer ce marché, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires précisés à l'article 13.1 du CCP et à l'acte d'engagement.

1. Les publics éligibles

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État :

- a. Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- b. Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c. Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d. Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e. Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f. Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a. Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b. Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c. Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés, au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d. Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

e. Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
 f. Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
 g. Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Contrat d'engagement jeune (CEJ) ;
 h. Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi
 i. Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
 j. Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).
 En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières au cas par cas.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

Il sera demandé à l'entreprise de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

2. Volume d'heures d'insertion à réaliser

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du marché, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Ainsi, pour ce marché, Le titulaire s'engage pour l'exécution sur la durée d'exécution totale du présent Marché (y compris la ou les période(s) de reconduction) à réaliser un volume d'heures d'insertion :

<i>LIBELLE DU LOT</i>	<i>NOMBRE D'HEURES MINIMUM A RÉALISER SUR LA DURÉE DU MARCHÉ</i>
MOE rénovation du quai de la Hutte à Losne	150

3. L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le donneur d'ordre a mis en place une assistance à maîtrise d'ouvrage sociale représentée, par :

Mme Isabelle GUILLOT
CREATIV'
17 avenue Champollion
21000 DIJON
iguillot@creativ21.fr
06 89 38 44 85

4. Modalités de réalisation

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- **L'embauche directe** de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- **La mise à disposition** de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à une entreprise adaptée (EA), ou à un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- **Le recours à la sous-traitance** ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec l'acheteur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

5. Globalisation des heures d'insertion

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du donneur d'ordre et/ou du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, sur un même bassin d'emploi.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

La demande à l'écrit est étudiée par le facilitateur au bénéfice du donneur d'ordre. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales :

- si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié. Les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

6. Suivi et contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est soumis.

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.

De façon mensuelle (ou trimestrielle), le titulaire fournira (sous quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion. Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées traités en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 15.3 du présent CCP.

7. Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale.

Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

8. Respect de la réglementation RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel national « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de structure qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

À ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mail à l'adresse rgpd@creativ21.fr

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

13.2 – Clause environnementale

Par dérogation à l'article 18.2 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

14.1 – Régime des connaissances antérieures

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-MOE, et en complément de celui-ci, le titulaire met ses connaissances antérieures au service du pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes :

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

En revanche, sont cédés les connaissances antérieures incorporées aux résultats et nécessaires à l'utilisation desdits résultats.

Il est formellement interdit au titulaire d'utiliser les données de toutes natures transmises par VNF en dehors de l'exécution du présent marché. Pour toute autre utilisation, le titulaire s'engage à solliciter une autorisation écrite expresse de VNF. Le titulaire s'engage à les détruire ou à les restituer au terme du marché.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Consultation n°: M2551I0023 Page 18 sur 31

Par ailleurs, le titulaire déclare et garantit qu'il est bien titulaire de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur les livrables qu'il fournit au pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Réciproquement, le pouvoir adjudicateur déclare et garantit qu'il est bien titulaire de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur l'intégralité des données qu'il fournit au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

14.2 – Utilisation des résultats

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, et en complément de celui-ci, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire cède, à titre exclusif, au pouvoir adjudicateur l'ensemble des droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats et en particulier le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats librement, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, sur tous supports papier et numérique ou électronique, par tout moyen et sous toutes formes, dans le respect du droit moral du titulaire.

Les droits objets de la cession doivent permettre au pouvoir adjudicateur d'utiliser, de rétrocéder à tout tiers de son choix (les tiers désignés que sont les prestataires de VNF ou ses partenaires institutionnels public ou privé par exemple) et de diffuser sans restriction les résultats pour les besoins exprimés dans les documents du présent marché, dans le cadre d'une exploitation institutionnelle, et/ou interne à VNF, qu'elle qu'en soit la déclinaison, sans limitation du nombre de diffusions et d'utilisations.

Cette cession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et plus généralement pour le principe de spécialité du pouvoir adjudicateur en tant qu'établissement public (la protection du domaine public fluvial et la sécurité de la navigation).

Cette cession vaut pour le monde entier, pour la durée des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur.

Cette cession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Le titulaire ne peut sans un accord préalable écrit et express de VNF, exploiter, reproduire, diffuser, ou donner l'autorisation de reproduire et de diffuser, les livrables élaborés et cédés dans le cadre du présent marché.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200,00 €.

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

Code livrable	Pénalité
DIA	200,00 €
DIA Synthèse	200,00 €
AVP	200,00 €
PRO	200,00 €
"cas par cas"	200,00 €
LSE	200,00 €
DCE	200,00 €
Questions	200,00 €
RAO	200,00 €
VISA	200,00 €
DOE	200,00 €

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 200,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 400,00 €.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 100,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Réunions	Forfaitaire	500,00 €	En cas d'absence à une réunion, le titulaire encourt une pénalité de 500€ par réunion à laquelle il n'a pas participé, sur constatation du maître de l'ouvrage ou de son représentant.
Non présence sur le chantier	Forfaitaire	500,00 €	Non-respect de l'obligation de présence sur le chantier lors des travaux sur site dans le cadre de l'élément de mission DET constaté par le maître de l'ouvrage ou ses représentants. Cette pénalité s'applique pour chaque manquement constaté
Insertion sociale : absence au rendez-vous	Forfaitaire	250,00 €	Absence au rendez-vous fixé par le donneur d'ordre autour de la démarche d'engagement et de suivi de la démarche d'insertion suivant la notification du marché en présence du prestataire désigné
Insertion sociale : transmission documents	Journalière	60,00 €	-Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion : 60 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage
Insertion sociale : non-respect	Journalière	100,00 €	En cas de non-respect du nombre d'heures d'insertion et/ou de formation définies dans l'acte d'engagement : pénalité de 100 € par heure non réalisée.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE (dérogation au délai), tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, et par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG-MOE dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

17 – Clause de réexamen du contrat

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée, conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'exécution résultant :

- d'une modification réglementaire ;
- de l'obsolescence d'une référence et de la nécessité de son remplacement par une nouvelle
- d'une technologie innovante qui, à fonctionnalités équivalentes ou supérieures, permettrait, notamment, de réaliser des économies d'énergie, de réduire des émissions de solvants ou de gaz à effets de serre, de diminuer le coût global de possession etc.
- de fluctuation importantes et imprévisibles des coûts des matériaux et/ou matières premières indispensables à la réalisation des prestations,
- d'une modification du programme à l'initiative exclusive du maître de l'ouvrage ;
- de la modification ou de l'ajout d'éléments de mission objets du présent marché ;
- de la modification de délais d'exécution ;
- de la passation d'avenant modifiant le montant des marchés de travaux : le montant des prestations supplémentaires ou modifiées sera justifié sur la base des décompositions et sous-détails de prix utilisés pour la détermination des prix initiaux du marché ainsi que par la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, si le Pouvoir adjudicateur est informée par un agent de contrôle ou un syndicat de salariés, un syndicat ou une association professionnelle d'employeurs ou une institution représentative du personnel que le titulaire ou un sous-traitant direct ou indirect est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5, le Pouvoir adjudicateur adressera alors une mise en demeure au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, l'entreprise ainsi mise en demeure apportera au Pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat pourra être résilié aux frais et 0€ HT, le titulaire transmet, tous les six mois à compter de la date de notification du marché, au Pouvoir adjudicateur les pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

20 – Titulaire étranger

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail ».

21 - Clauses techniques particulières

Le contenu des missions témoins est celui défini dans la section 3 « Éléments de mission de maîtrise d'œuvre privée portant sur les ouvrages d'infrastructure » (Articles R2431-24 à R2431-31) du code de la commande publique avec les précisions ci-dessous incluses dans le forfait de rémunération.

21.1 – DIA : études de diagnostic

Objet

Les études de diagnostic consistent à établir un état des lieux technique et fonctionnel des ouvrages et des équipements, et à proposer des solutions de réhabilitation.

Ces études devront :

- Collecter et exploiter les données existantes ;
- Identifier l'ensemble des désordres et des pathologies et évaluer leur origine, leur gravité et leur évolution ;
- Établir la liste des éventuelles études complémentaires nécessaires au diagnostic ;
- Le cas échéant, établir les cahiers de charges pour la commande des investigations complémentaires puis exploiter et analyser les résultats de ces études ;
- Proposer plusieurs scénarios de réparation ou de confortement assorties de délais de réalisation et de mise en œuvre ainsi que des estimations ;
- Hiérarchiser les interventions selon les enjeux et les risques ;
- Établir les éventuelles investigations complémentaires en vue de la phase AVP, avec leurs cahiers des charges.

Contenu

La mission DIA donnera lieu à deux livrables :

- Un rapport intermédiaire concernant l'état des lieux des ouvrages et des équipements, basé sur la collecte des données et l'exploitation des données existantes, l'identification et l'analyse des désordres et des pathologies, la liste des éventuelles investigations complémentaires ainsi que, le les cahiers des charges pour les commander ;
- Un rapport de synthèse qui reprend et complète le rapport intermédiaire avec l'exploitation des éventuelles investigations complémentaires, présente les scénarios de réparations ou de confortement et la hiérarchisation des interventions.

Les rapports seront accompagnés de photos, plans de principes, dessins, coupes et détails constructifs aux échelles adaptées à la réalisation des travaux.

Investigations complémentaires

Dans le cadre des investigations complémentaires nécessaires à la phase DIA ou AVP, le maître d'œuvre devra :

- Réaliser l'établissement des prescriptions techniques détaillées de la commande à passer à ces prestataires externes : cahiers des charges techniques avec plans nécessaires ;
- Réaliser leur estimation prévisionnelle détaillée fournie sous forme d'un détail estimatif quantifié et chiffré, avec cadre de bordereau de prix si nécessaire ;
- Donner un avis sur les valeurs techniques et financières des offres remises lors des consultations ;
- Fournir des analyses critiques sur les prestations produites par les prestataires retenus.

À noter que les investigations géotechniques seront commandées dans le cadre d'un marché portant sur la réalisation de reconnaissances géotechniques et géophysiques, pendant la période de validité de celui-ci.

Réunions, avis et validation

La mission DIAG donnera lieu à 3 réunions (en présentiel ou à distance) :

- une réunion de démarrage de la mission,
- une réunion de restitution du rapport intermédiaire,
- une réunion de restitution du rapport final.

Des points intermédiaires pourront être organisés (à distance principalement) pour évoquer l'avancement du projet, les points critiques à régler ou les décisions à prendre.

Le titulaire est chargé de l'organisation matérielle de ces réunions (dates, invitations, ordre du jour, support de présentation, rédaction des comptes-rendus...).

Le maître d'œuvre tiendra à jour le recensement des avis et le compte rendu des décisions prises et les diffusera après validation de la maîtrise d'ouvrage.

Le maître d'œuvre éditera un planning faisant apparaître les différentes tâches et les délais de contrôle extérieur du Maître d'Ouvrage et mettra en place pendant toute la durée de sa mission un suivi des délais.

21.2 – AVP : études d'avant-projet

Objet

L'AVP a principalement pour objet d'un part de confirmer la faisabilité de la solution retenue à l'issue du diagnostic, et d'autre part de déterminer la consistance et les caractéristiques de cette solution.

Les études d'avant-projet doivent :

- Déterminer les caractéristiques techniques des parties des ouvrages ;
- Déterminer le coût prévisionnel des travaux ;
- Définir l'organisation générale de la réalisation des travaux ;
- Permettre l'établissement des dossiers d'autorisations réglementaires éventuellement requises ;
- Définir les études complémentaires à réaliser en vue de la phase PRO, et permettre leur commande.

Contenu

Le dossier d'avant-projet comprend les rubriques suivantes :

- Note de synthèse :

Destinée en particulier aux acteurs du projet, externes à la maîtrise d'ouvrage opérationnelle et à la maîtrise d'œuvre ; cette note décrit au minimum :

- Les caractéristiques du projet, de son contexte et de ses contraintes ;
- Les objectifs de l'investissement ;
- Les fonctionnalités et les performances attendues ;
- La description et la justification de la solution technique proposée, répondant au programme d'opération de référence ;
- Le budget (estimations prévisionnelles, évolutions par rapport à la phase précédente) ;
- Le planning de réalisation ;
- Les préconisations pour l'étape suivante, en particulier pour la stratégie d'achat afin d'orienter le découpage des estimations pour la phase PRO.

- Dossier technique :

Destiné principalement à la maîtrise d'ouvrage opérationnelle ; ce dossier décrit, par partie d'ouvrage ou par nature des travaux, les caractéristiques de la solution technique retenue, notamment :

- La description de l'existant ;
- Le rappel des variantes techniques étudiées et les raisons justifiant leur abandon ;
- Les études réalisées ;
- Les caractéristiques détaillées des ouvrages ou parties d'ouvrages (implantation, dimensionnement, principes constructifs, installations techniques, choix des matériaux, etc.), y compris les mesures prises pour éviter ou réduire les effets négatifs du projet sur l'environnement ou la santé humaine ;
- Les écarts par rapport aux référentiels (le cas échéant) et leur justification (risque lié à l'écart, possibilité de l'éviter ou de le réduire...) ;
- Les mesures d'ordre environnemental et les aspects législatifs et réglementaires pris en compte dans l'étude ;
- Les conditions de réalisation des travaux et de maintenance des installations, y compris le phasage, le découpage en tranches de la réalisation (le cas échéant) ;
- La liste et la description des interfaces avec d'autres projets ou opérations ;
- L'analyse des risques et les préconisations pour les phases suivantes ;
- Les estimations financières : estimation détaillée des coûts des travaux pour la solution retenue par partie d'ouvrage ou nature de travaux, y compris les coûts des mesures de suppression, d'évitement et de compensation des impacts, et en indiquant l'incertitude qui y est attachée, estimation du coût global de l'opération, intégrant notamment les coûts de maintenance et les coûts d'exploitation, justification des évolutions par rapport à la phase précédente ;

- Le planning détaillé de réalisation, incluant les procédures administratives ;
- Les principales dispositions de sécurité à prendre (pendant le chantier et en exploitation) ;
- La liste des marchés à passer pendant les phases suivantes et en particulier les investigations complémentaires en vue de la phase PRO, avec leurs cahiers des charges.

Les dossiers techniques seront accompagnés de documents graphiques comprenant notamment :

- o Un plan de situation au 1/25 000e
- o Un plan général (au 1/2000e ou au 1/5000e) des solutions proposées, avec profils en long, profils en travers types et particuliers, coupes diverses, etc. ;
- o Des documents graphiques particuliers (schémas, plans de principe, dessins, synopsis, coupes, perspectives, etc.) permettant d'expliciter certains détails particuliers du projet, ou certains aménagements spécifiques.

- Investigations complémentaires

Dans le cadre des investigations complémentaires nécessaires à la phase PRO, le maître d'œuvre devra :

- Réaliser l'établissement des prescriptions techniques détaillées de la commande à passer à ces prestataires externes : cahiers des charges techniques avec plans nécessaires ;
- Réaliser leur estimation prévisionnelle détaillée fournie sous forme d'un détail estimatif quantifié et chiffré, avec cadre de bordereau de prix si nécessaire ;
- Donner un avis sur les valeurs techniques et financières des offres remises lors des consultations ;
- Fournir des analyses critiques sur les prestations produites par les prestataires retenus.

À noter que les investigations géotechniques seront commandées dans le cadre d'un marché portant sur la réalisation de reconnaissances géotechniques et géophysiques, pendant la période de validité de celui-ci.

- Réunions, avis et validation

Les réunions d'étude se dérouleront une à deux fois par mois (présentiel ou à distance).

Elles permettront d'évoquer l'avancement du projet, les points critiques à régler, les décisions à prendre.

La mission AVP comprend également une réunion de restitution en présentiel.

Le titulaire est chargé de l'organisation matérielle de ces réunions (dates, invitations, ordre du jour, support de présentation, rédaction des comptes-rendus...).

Le maître d'œuvre tiendra à jour le recensement des avis et le compte rendu des décisions prises et les diffusera après validation de la maîtrise d'ouvrage.

Le maître d'œuvre éditera un planning faisant apparaître les différentes tâches et les délais de contrôle extérieur du Maître d'Ouvrage et mettra en place pendant toute la durée de sa mission un suivi des délais

21.3 – PRO : études de projet

Objet

La phase projet (PRO) consiste à consolider la solution technique approuvée lors des études d'avant-projet, afin de permettre la production des dossiers de consultation des entreprises.

Les études de projet sont conduites par le maître d'œuvre sur la base du dossier d'avant-projet approuvé et du coût d'objectif des travaux arrêté. Elles ont pour objet de :

- Procéder à la complète définition des solutions techniques (y compris la définition des mesures environnementales) retenues à l'issue de la phase AVP ;
- Fixer les caractéristiques et dimensions des différents ouvrages et leur implantation topographique ;
- Préciser les tracés d'alimentation et d'évacuation de tous les fluides ainsi que des réseaux souterrains existants ;
- Vérifier que la stabilité et la résistance des ouvrages est assurée dans les conditions d'exploitation auxquelles ils pourront être soumis ;
- Intégrer les prescriptions découlant des procédures réglementaires ;
- Consolider la stratégie d'achat et d'allotissement ;
- Consolider les estimations financières réalisées lors des études d'avant-projet et d'établir un coût prévisionnel des travaux décomposés en éléments techniques homogènes.

Contenu

- Note de synthèse :

Destinée en particulier, comme le dossier d'avant-projet, aux acteurs du projet externes à la maîtrise d'ouvrage opérationnelle et à la maîtrise d'œuvre ; cette note décrit au minimum :

- Les caractéristiques du projet, de son contexte et de ses contraintes ;
- Un rappel des objectifs de l'investissement, des fonctionnalités et des performances attendues ;
- La description de la solution technique retenue ;
- Les évolutions par rapport au dossier d'avant-projet ;
- Les estimations prévisionnelles et les évolutions par rapport à l'avant-projet ;
- Le planning de réalisation ;
- Les préconisations pour l'étape suivante, en particulier pour la stratégie d'achat et l'allotissement des travaux.

- Dossier technique :

Destiné principalement à la maîtrise d'ouvrage opérationnelle ; ce dossier précise, par partie d'ouvrage ou par nature des travaux, les caractéristiques de la solution technique retenue, notamment :

- La description de l'existant ;
- Les études réalisées ;
- Les caractéristiques détaillées des ouvrages ou parties d'ouvrages (sans empiéter sur les études d'exécution qui sont en général de la responsabilité de l'entreprise chargée des travaux. Les études de projet du MOE doivent être suffisamment détaillées et précises pour ne pas comporter des imprévus ou imprécisions susceptibles d'amener des adaptations et/ou des réclamations pénalisantes pour le maître d'ouvrage en cours de travaux) ;
- Les évolutions techniques apportées par rapport à l'avant-projet ;
- Les écarts par rapport aux référentiels (le cas échéant) et leur justification (risque lié à l'écart, possibilité de l'éviter ou de le réduire...) ;
- Les mesures d'ordre environnemental et les aspects législatifs et réglementaires pris en compte dans l'étude ;
- Les conditions de réalisation des travaux et de maintenance des installations, y compris le phasage, le découpage en tranches de réalisation (le cas échéant) ;
- La liste et la description des interfaces avec d'autres projets ou opérations ;
- L'analyse des risques actualisée et les préconisations pour la suite du projet ;
- Les estimations financières actualisées ;
- Le planning détaillé de réalisation, incluant les procédures administratives ;
- Les principales dispositions de sécurité à prendre (pendant le chantier et en exploitation) ;
- La liste des marchés à passer pour la réalisation des travaux et une proposition de stratégie d'achat et d'allotissement.

Les dossiers techniques seront accompagnés de documents graphiques comprenant notamment :

- Un plan de situation au 1/25 000e
- Un plan général (au 1/2000e ou au 1/5000e) des solutions proposées, avec profils en long, profils en travers types et particuliers, coupes diverses, etc. ;
- Des documents graphiques particuliers (schémas, plans de principe, dessins, synopsis, coupes, perspectives, etc.) permettant d'expliciter certains détails particuliers du projet, ou certains aménagements spécifiques.

Réunions, avis et validation

Les réunions d'étude se dérouleront une à deux fois par mois (présentiel ou à distance).

Elles permettront d'évoquer l'avancement du projet, les points critiques à régler, les décisions à prendre.

La mission PRO comprend également une réunion de restitution en présentiel.

Le titulaire est chargé de l'organisation matérielle de ces réunions (dates, invitations, ordre du jour, support de présentation, rédaction des comptes-rendus...).

Le maître d'œuvre tiendra à jour le recensement des avis et le compte rendu des décisions prises et les diffusera après validation de la maîtrise d'ouvrage.

Le maître d'œuvre éditera un planning faisant apparaître les différentes tâches et les délais de contrôle extérieur du Maître d'Ouvrage et mettra en place pendant toute la durée de sa mission un suivi des délais.

21.4 – EDR : élaboration de dossiers réglementaires

Au démarrage de la mission EDR, le maître d'œuvre sera chargé d'établir une note de cadrage réglementaire permettant de faire l'inventaire des procédures réglementaires à mener. Cette note de cadrage, finalisée avant le terme de la phase PRO, sera accompagnée d'un planning général des procédures qui intègre les délais d'instructions par les autorités. Le titulaire sera chargé de mettre à jour ce planning au fur et à mesure de l'avancement de la mission.

Le maître d'œuvre sera chargé d'élaborer et de monter, notamment et selon les besoins du projet, les dossiers nécessaires aux procédures administratives.

La liste fournie dans le programme est non exhaustive et est fournie à titre indicatif. Il revient au titulaire de définir l'ensemble des dossiers réglementaires nécessaires, en collaboration avec le maître d'ouvrage.

Les dossiers devront être soumis au maître d'ouvrage pour validation et repris par le titulaire en intégrant les éventuelles remarques du maître d'ouvrage.

L'ensemble des dossiers devront être remis dans des délais compatibles avec les impératifs administratifs nécessaires à l'examen et au traitement des demandes.

Le titulaire procède à autant de reprises des dossiers que nécessaire jusqu'à l'obtention des validations par les autorités compétentes.

Le titulaire se chargera des réunions de lancement, de présentations intermédiaires, de rendu final et toutes autres réunions de travail intermédiaires qui s'avèreraient nécessaires avec le maître d'ouvrage et les services instructeurs.

21.5 – ACT : assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux

Objet

L'assistance pour la passation du/des contrat(s) de travaux se rapporte directement à l'organisation de la commande publique. Celle-ci se caractérise, en particulier, par un formalisme important destiné à garantir le respect des principes qui la régissent, au premier rang desquels se situent le libre accès et l'égalité de traitement des candidats.

Dans le cadre de l'exécution de cet élément de mission, le titulaire apporte une attention particulière au strict respect des règles en matière de commande publique.

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet :

De préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître de l'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale ;

D'analyser les offres des entreprises et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisées dans le règlement de la consultation ; la partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;

De préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître de l'ouvrage.

Dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le titulaire participe à l'élaboration du projet de Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) constitué des pièces administratives, techniques et autres pièces.

Le titulaire assure la cohérence d'ensemble des pièces administratives, techniques et autres (y compris pour les documents fournis par les autres intervenants : coordonnateur SPS, contrôleur technique, ...).

Les pièces techniques élaborées par le titulaire comportent :

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- les cadres de bordereaux de prix ;
- les cadres de détails estimatifs permettant aux entreprises de les renseigner par les prix, pour former les détails estimatifs ou les décompositions du prix global forfaitaire. Ces cadres sont d'un niveau de précision suffisant pour permettre aux entreprises d'établir leur prix, ils comportent les quantités établies par le titulaire ;

Le maître d'œuvre établit sur la base du cadre du détail estimatif du DCE une estimation financière de même niveau de détail qu'il remet à l'usage unique du maître d'ouvrage, et qui servira de référence notamment lors de l'analyse des offres.

- le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux (CPE), par lot le cas échéant ;
- les pièces graphiques constituées des plans généraux et, le cas échéant, des plans propres à chacun des lots.

Les pièces administratives du DCE sont rédigées par le maître d'ouvrage sous MarcoWeb sur la base des propositions du titulaire. Elles sont soumises pour avis, compléments et cohérences au titulaire. Ce dernier est chargé de leur validation finale.

En particulier, le titulaire propose au maître de l'ouvrage les niveaux de qualification ou de références qui lui paraissent devoir être requis des candidats, ainsi que la liste des documents qu'il souhaite voir remis par ceux-ci à l'appui de leurs offres ou candidatures, en vue de l'établissement de l'avis d'appel public à la concurrence et du règlement de consultation.

Il est notamment précisé que les critères de sélection des candidatures et de jugement des offres, ainsi que les méthodes d'évaluation de celles-ci, seront arrêtés d'un commun accord entre le maître d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage, et qu'en cas de désaccord c'est le maître d'ouvrage qui tranchera.

Phase de consultation

Les pièces du DCE seront mis à disposition des candidats via la plate-forme de dématérialisation des marchés de l'État (PLACE).

Durant la consultation, afin de ne pas fausser le jeu de la concurrence,

- Aucune modification ne peut être apportée au DCE sans l'accord du maître de l'ouvrage ;
- Les demandes de renseignement complémentaire émises par les candidats, se fera par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> ;
- Les réponses apportées, élaborées conjointement entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, seront mise en ligne par ce dernier via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur ;
- Le maître de l'ouvrage interdit au titulaire la communication à quiconque de la liste des entreprises admises à remettre une offre (appel d'offres restreint) ou de la liste des entreprises qui ont retiré le dossier de consultation (appel d'offres ouvert).

Le MOE s'engage à fournir les éléments aux éventuelles questions de candidats durant toute la consultation dans un délai maximum de 6 jours, et à effectuer toutes les corrections nécessaires des pièces techniques et financières durant toute la durée de la consultation.

Ouverture des plis, analyse des candidatures, offres et choix de l'entreprise, mise au point des marchés

Le MOE participe à l'analyse des candidatures ou du contenu de la première enveloppe. Cette analyse porte sur l'examen des capacités professionnelles et financières des candidats, demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Après ouverture des plis contenant les offres, le maître de l'ouvrage transmet au titulaire, pour analyse, les propositions reçues. Celui-ci ne doit fournir à des tiers aucune des informations contenues dans ces propositions qu'il doit restituer intégralement au maître de l'ouvrage.

Si des variantes ou prestations supplémentaires éventuelles sont remises par les entrepreneurs conformément aux stipulations du règlement de consultation, le titulaire doit accomplir les tâches d'analyse, de contrôle, etc. impliquées par l'étude de ces variantes.

Le titulaire doit faire une analyse critique des offres des candidats en donnant sa position motivée, faisant apparaître, le cas échéant, les homogénéités ou hétérogénéités des chiffreages par rapport aux avant-métrés qu'il a réalisés.

Le titulaire est également associé à l'acceptation des sous-traitants si celle-ci est demandée à l'appui de l'offre.

Le rapport d'analyse sera établi par le titulaire d'après un modèle fourni par le maître d'ouvrage et comportera au minimum les informations suivantes :

- Rappel de la consultation effectuée (dates clés) ;
- Résumé des éventuelles modifications apportées au DCE, ainsi que des questions-réponses aux candidats lors de la consultation ;
- Rappel des critères de jugement des offres ;
- Rappel des résultats de l'appel d'offres (solution de base) sous forme de tableau par ordre d'enregistrement des offres ;
- Vérification de l'ensemble des calculs et reports à l'intérieur du détail estimatif (ou DPGF) et de l'acte d'engagement ainsi que la cohérence entre ces pièces ;
- Vérification technique des solutions de base, point par point, sous forme de tableau à colonnes. Les points à examiner seront, au minimum, les points à définir par les entreprises dans le CCTP et le cas échéant dans le complément au CCTP. Le tableau sera suivi d'un commentaire mentionnant :
 - o Pour chaque offre si son contenu est conforme au dossier de consultation des entreprises (caractéristiques des principaux produits, schéma organisationnel du plan d'assurance qualité, mémoire justificatif, etc.)
 - o La comparaison de la qualité des solutions proposées par les candidats ainsi qu'un classement qualitatif, justifié de manière aussi précise que possible ;
 - o L'examen des variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles sur les plans financier et technique ;
 - o Une synthèse de chaque offre et une proposition de classement au regard des critères en faisant ressortir la solution préconisée (solution de base, ou variante, prestations supplémentaires éventuelles à retenir).

Appel d'offres infructueux

En cas de dépassement par rapport à l'engagement du titulaire, et avant que le maître de l'ouvrage ne déclare l'appel d'offres infructueux, le titulaire établira une proposition d'adaptation de son projet permettant de respecter le coût prévisionnel des travaux et de procéder à une nouvelle mise en concurrence.

Si l'appel d'offres est déclaré infructueux, le titulaire doit modifier le DCE et assister le maître de l'ouvrage pour la passation des contrats soit par nouvel appel d'offres, soit par voie de négociation. Ces prestations sont incluses dans le forfait.

Mise au point des marchés

Il appartient au titulaire d'assister le maître de l'ouvrage pour les éventuelles mises au point des offres en vue de la signature des marchés.

À cet effet, il remet au maître de l'ouvrage l'exemplaire original des pièces, éventuellement modifiées, constituant le marché (y compris les pièces administratives).

21.6 – VISA : conformité et visa d'exécution au projet

Pendant la période de préparation de chantier, l'entreprise titulaire du marché de travaux élabore le calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par les entrepreneurs, ainsi que leur visa par le titulaire, ont pour objet d'assurer au maître de l'ouvrage que les documents établis par les entrepreneurs respectent les dispositions du projet établi par le titulaire.

Dans ce cadre, le titulaire doit procéder à l'examen de la conformité au projet des études d'exécution établies par les entreprises et délivrer son visa.

Ce visa est préalable à tout commencement d'exécution.

21.7 – DET : direction de l'exécution des contrats de travaux

Le titulaire est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et à ce titre l'interlocuteur des entreprises. Il est tenu de faire respecter par celles-ci l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter de modification sans l'accord préalable du maître de l'ouvrage.

Le titulaire doit :

- S'assurer que les documents d'exécution (plan d'assurance de la qualité, caractéristiques techniques, etc.) ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris en ce qui concerne l'application effective d'un plan d'assurance de la qualité ;
- Délivrer tous les ordres de service et établir tous les procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Établir les projets d'avenants aux marchés de travaux et les décisions de poursuivre au-delà de la masse initiale, accompagnés des justificatifs nécessaires ;
- Informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables. Pour ce faire il fournit, en particulier, un état récapitulatif des ordres de service délivrés ainsi qu'un planning prévisionnel des dépenses mensuelles jusqu'à la fin des travaux (avec accostage prévisionnel final) régulièrement mis à jour ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels présentés par les entrepreneurs ;
- Établir les états d'acomptes, et y faire figurer la date de réception ou de remise des projets de décomptes mensuels présentés par les entrepreneurs. Le cas échéant notifier les états d'acompte
- Vérifier le projet de décompte final présenté par les entrepreneurs, puis établir le décompte général et y faire figurer la date de réception ou de remise du projet de décompte final présenté par les entrepreneurs ;
- Notifier le décompte général à l'entrepreneur ;
- Donner un avis au maître de l'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par les entrepreneurs à l'encontre des ordres de service, en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation des entreprises ;
- Collecter les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages nécessaires à leur mise en service.

Le maître d'œuvre participera lors de l'exécution des travaux à une ou plusieurs réunions organisées par le maître d'ouvrage, notamment auprès de prestataires internes à VNF ou externes.

Période de préparation

La durée de la période de préparation, ainsi que les conditions d'établissement durant cette période des documents exigés par les marchés de travaux, sont fixées à l'article 28 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

En outre, le maître d'œuvre fait remettre par les entrepreneurs toutes les pièces prévues à cet article du CCAG.

Calendrier détaillé d'exécution des travaux

L'entreprise titulaire du marché de travaux établit le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre.

Présence du titulaire sur le chantier

Pour exercer la direction de l'exécution des contrats de travaux, le titulaire doit assurer une présence significative sur le chantier, il est représenté par la ou les personnes qualifiées désignées dans l'acte d'engagement.

Au moins un rendez-vous de chantier hebdomadaire est organisé par le titulaire en accord avec le maître de l'ouvrage qui peut y être représenté.

Dans le cas des phases critiques, le titulaire assurera une présence renforcée qu'il précisera dans son offre.

Le titulaire organise, en dehors des réunions de chantier, des réunions spéciales avec tous les intervenants concernés et dont il en informe le maître de l'ouvrage qui pourra y assister ; ces réunions sont destinées à :

- Régler certains problèmes nécessitant des discussions ou des études prolongées ;
- Mettre au point des études d'exécution et le mode de réalisation de parties d'ouvrage.

Les rendez-vous de chantier et les réunions spéciales précitées font l'objet d'un compte rendu établi par le titulaire et diffusé à tous les intervenants de l'opération (entreprises, maître de l'ouvrage, coordonnateur SPS, contrôleur technique, etc.).

Journal de chantier

Le titulaire tient un journal de chantier où sont consignés pendant toute la durée du chantier :

- ses visites et constatations ;
- les visites et constatations des autres intéressés tels que la maîtrise de l'ouvrage, etc. ;
- tous les événements pouvant influencer sur le déroulement des travaux, tels ceux relatifs aux conditions climatiques ;
- tous les ordres de services ;
- les comptes rendus de chantier ;
- ...

Ce journal devient la propriété du maître de l'ouvrage à qui il est remis en fin de chantier.

Réunions avec le maître de l'ouvrage

Le titulaire participe à la réunion mensuelle/périodique organisée par le maître de l'ouvrage pour faire le point de l'avancement du chantier et des problèmes administratifs, techniques et financiers rencontrés.

Les autres intervenants hormis les entreprises (coordonnateur SPS, contrôleur technique, etc.) sont conviés à cette réunion.

La maîtrise d'ouvrage anime la réunion, en établit et diffuse le compte rendu.

Vérification des décomptes d'entreprises

Pour l'établissement des décomptes des marchés de travaux, le titulaire se conforme aux prescriptions du CCAG applicable aux marchés de travaux et au CCP du présent marché et des CCAP des marchés de travaux.

Travaux supplémentaires

Le titulaire est chargé de procéder à l'analyse technique et financière de toutes les propositions de prix établies par les entrepreneurs, qu'elles soient en plus ou en moins-value.

Ces propositions sont établies suite à une demande du titulaire, du maître de l'ouvrage ou des entrepreneurs.

En application de l'article 14 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le titulaire peut notifier aux entrepreneurs des prix provisoires pour le règlement des travaux nouveaux ou modificatifs.

Sous-traitants

Le maître d'œuvre est associé à l'acceptation des sous-traitants ; il s'oblige en outre à signaler au maître de l'ouvrage tout sous-traitant présent sur le chantier et non déclaré par l'entreprise.

21.8 – AOR : assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

La mission comprend notamment :

Opérations préalables à la réception des ouvrages (OPR)

Les obligations du titulaire relatives à la réception des ouvrages sont celles définies aux articles 41 à 43 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

La réception des ouvrages concerne chacune des entreprises titulaires d'un marché, la mission du maître d'œuvre consiste à :

- Procéder aux opérations préalables à la réception, c'est-à-dire :
 - o Reconnaître la conformité des ouvrages exécutés avec les documents contractuels, par une visite systématique et détaillée ;
 - o Réaliser les essais de réception selon le programme qu'il aura mentionné dans les marchés de travaux ;

o Vérifier que les épreuves, analyses et essais imposés par le marché ont été exécutés par l'entreprise, recueillir les procès-verbaux correspondants.

- Dresser le procès-verbal correspondant revêtu de sa signature et de celle de l'entrepreneur, l'adresser au maître de l'ouvrage avec ses propositions concernant la réception y compris les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages nécessaires à la mise en service de l'ouvrage ;
- Faire connaître à l'entrepreneur dans un délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, s'il a ou non proposé au maître de l'ouvrage la réception des ouvrages avec mention des réserves éventuelles et dans l'affirmative la date d'achèvement des travaux qu'il propose de retenir.

Garantie de parfait achèvement (GPA)

La mission du titulaire se poursuit pendant la période de garantie de parfait achèvement pour l'application des obligations contractuelles faites aux entreprises pendant cette période. Étant précisé que celle-ci peut être prolongée par décision du maître de l'ouvrage.

Le titulaire doit notamment au cours du délai de garantie susvisé, procéder aux constatations des malfaçons, aux défauts d'exécution, ou mises en œuvre non conformes de matériaux ou matériels qui se révéleraient à l'usage.

Les missions du titulaire pendant cette période sont les suivantes :

- Levée des réserves
- Compte tenu des décisions prises par le maître de l'ouvrage :
 - o Faire reprendre toutes les parties d'ouvrages non entièrement conformes et contrôler leur bonne exécution;
 - o Proposer au maître de l'ouvrage, en cas de carence des entreprises, les mises en demeure et actions prévues au cahier des charges des marchés de travaux et diriger tous travaux éventuellement nécessaires pour lever les remarques et observations formulées;
- Constater qu'il a été remédié aux imperfections et malfaçons et dresser le procès-verbal de levée des réserves dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception;
- Proposer au maître de l'ouvrage, tous moyens à mettre en œuvre pour mener à bien les travaux de reprise dans les meilleurs délais et en application des dispositions contractuelles des marchés de travaux ;
- Ordonner, diriger et contrôler les travaux de réfection correspondants.
- Autres prestations dues au titre de la garantie de parfait achèvement
- Pendant le délai de garantie défini à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, le titulaire est tenu de veiller à ce que les entrepreneurs se conforment aux obligations qui leur sont imposées par le même article ;
- Il devra inviter les entrepreneurs à effectuer les travaux ou reprises nécessaires à la réparation des désordres ou dysfonctionnements. Ces désordres leur seront signalés par la maîtrise d'ouvrage au moyen de fiches qu'il devra diffuser aux entreprises après avoir établi les causes du désordre. Le titulaire devra informer la maîtrise d'ouvrage de la constatation de la réparation en retournant la même fiche dûment complétée par les entreprises concernées et lui-même ;
- Le titulaire effectue toutes "visites de contrôle d'achèvement" au cours de laquelle :
 - o Il s'assure que les désordres ou dysfonctionnements relèvent bien du domaine d'application des garanties contractuelles ;
 - o Il accepte ou refuse les travaux ou reprises effectués depuis sa précédente visite ;
- 1 mois au plus tard avant la fin du délai de parfait achèvement, le titulaire organise une "visite de fin de délai d'achèvement".

Au cours de cette visite, qui réunit le titulaire et le maître d'ouvrage, le titulaire effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés par le biais du cahier de parfait achèvement et qui n'auraient pas reçu de traitement satisfaisant ainsi que les défauts plus récents et non encore consignés sur ce cahier.

La visite de parfait achèvement fait l'objet d'un procès-verbal établi par le titulaire. Il le notifie aux entreprises concernées et les invite à remédier aux défauts signalés dans un délai maximum de 10 jours.

Si à l'issue du délai précité, l'entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations qu'il doit en application des dispositions de l'article 44 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, le titulaire le convoque en vue d'une constatation de non-achèvement des ouvrages.

La constatation de non-achèvement des ouvrages fait l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le titulaire et signé par lui et l'entrepreneur : si ce dernier refuse de signer il en est fait mention.

La procédure de constatation de non-achèvement doit être organisée par le titulaire au plus tard 10 jours avant la fin du délai de garantie.

Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Il appartient au titulaire de collecter et de vérifier au fur et à mesure les documents fournis après exécution par les entrepreneurs, notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution, en application de l'article 40 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Le titulaire remet, après vérification, les documents ci-dessus au maître de l'ouvrage, ainsi que les notices de fonctionnement et d'entretien accompagnées des consignes d'exploitation des ouvrages. La remise du DOE aura lieu avant la réception des travaux.

Les DOE seront réalisés par ouvrage.

Le DOE doit être suffisamment exhaustif pour permettre l'exploitation et la maintenance de l'ouvrage dans des conditions satisfaisantes de fonctionnement, de fiabilité, de maintenabilité et de sécurité ; Il doit permettre d'alimenter la Base de Données de Ouvrages (BDO) de VNF, ainsi que les outils de GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) de l'exploitant.

La base du contenu du DOE est fixée comme suit (non exhaustive) :

- Suivi de chantier :
 - o Planning d'exécution ;
 - o Constat d'huissier ;
 - o Journal de chantier ;
 - o Comptes rendus de réunions de chantier ;
 - o Rapport d'exécution avec photos ;
 - o Demandes d'agrément et VISA du Maître d'œuvre ;
 - o Rapports de contrôle interne ;
 - o Plan de contrôle ;
 - o Fiches techniques produits et matériaux ;
 - o Rapports d'essais ;
 - o Notes de calcul (si concerné) ;
 - o Fiches de non-conformité (si concerné) ;
 - o Plans EXE (dwg et pdf) ;
 - o Plans REC indice DOE (dwg et pdf) ;
 - o Notices de maintenance ;
 - o PAQ ;
 - o PAE et SOSED ;
 - o PPSPS ;
 - o Tout autre élément jugé utile en phase de préparation et d'exécution.

Pour faciliter les recherches de documents, ceux-ci seront regroupés dans six "sous-dossiers DOE" :

- Organisation générale ;
- Autorisations administratives ;
- Structures ;
- Technique ;
- Sécurité ;
- Utilisation, Exploitation et Maintenance.

Un bordereau récapitulant toutes les pièces du dossier est établi par le titulaire.

La présentation proposée devra faciliter son appropriation et sa mise à jour permanente par le gestionnaire.

22 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 5 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 8.3 du CCP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 10.1 du CCP déroge à l'article 11 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 10.1 du CCP déroge à l'article 11.8 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 15.1.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.3 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.6 du CCP déroge aux articles 27 à 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 13.2 du CCP déroge à l'article 18.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 23 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.2 du CCP déroge à l'article 24 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 16.2.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 16 du CCP déroge à l'article 9.1.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 18.1 du CCP déroge à l'article 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre